

# Pour une approche « généreuse » et inclusive de l'éducation

**« On parle volontiers d'Éducation Pour Tous, mais on ne fait presque rien pour que l'école soit pour tous. »** Moussa Mbaye, coordinateur du Collectif national de l'Éducation populaire au Sénégal, affirme lui que c'est toujours en valorisant les initiatives que l'on peut tirer profit des situations et événements sociaux comme situation d'apprentissage. Un discours qui, au Sénégal et ailleurs, bouscule bien des préjugés.<sup>1</sup>

L'école formelle sénégalaise est une école importée et qui fut dès le début organisée pour des buts politiques clairs ; depuis, et malgré l'indépendance politique de notre pays, elle n'est toujours pas arrivée à sortir du schéma initial et coller aux aspirations du « peuple réel ».

L'école dite française, dont la principale fonction était de servir les intérêts de la colonie, ne s'est jamais ouverte aux réalités sociales et culturelles du Sénégal. Engagée dans une logique de confrontation,

elle est restée ainsi totalement déconnectée. Jamais elle n'a eu recours aux cultures locales et aux médiums fondamentaux que constituaient les langues nationales. Cet héritage idéologique a malheureusement continué à peser sur l'école sénégalaise post-coloniale.

De par ses orientations et finalités exogènes, l'école dite « française » a donc joué un rôle politique excentré :

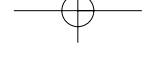
1 une fonction de contrôle, tendant à produire un « administré » consommateur et docile, plutôt qu'un citoyen ;

1 une fonction de promotion sociale et de reproduction des élites locales. Après l'indépendance politique, la conformation de notre système éducatif n'a pas profondément changé, malgré l'édiction de deux lois d'orientation de l'Éducation nationale qui insistaient sur son caractère national et démocratique.

Ce rendez-vous manqué de l'école avec son propre sens a entraîné l'usage récurrent de méthodes manifestement inadéquates et improductives pour gérer l'école. Cela a aussi entraîné le développement d'une multitude de modèles « parallèles » en marge du système formel. Il semble s'en éclore un « modèle alternatif » en construction.

Ainsi « notre » école a longtemps souffert d'être « décentrée » par





rapport au milieu, ce qui pose pour les populations une absence du sens même de l'apprentissage. Une **acceptation fonctionnelle** de l'école sous sa forme coloniale puis post-coloniale a eu lieu simplement parce que l'école dite « française » offrait des opportunités de mobilité sociale ascendante. Cependant, cette école, de par ses tares de naissance, n'était pas efficace et efficiente de façon intrinsèque; dès que le « diplôme » a cessé, pour des raisons d'ajustement structurel, d'être le *sésame-ouvre-toi* d'un emploi dans l'administration, l'école formelle s'est inscrite dans un cycle de violences et de grèves qui manifestaient l'inadéquation de ses finalités, de ses méthodes et de sa gestion.

Il serait fastidieux de revenir ici sur tous les constats qui manifestent le caractère hyperselectif, l'instabilité et le manque d'efficacité de l'éducation formelle au Sénégal. On retiendra quand même que cette crise interminable reflète toute la distance qui existe entre société et école; l'école a fini par être en marge de la société, vivant en enclos et selon une logique strictement interne de reproduction ; le modèle d'homme formé et les contenus d'apprentissage ne font pas manifestement l'unanimité parmi les acteurs-bénéficiaires. Ici, le triptyque école-société-politique fonctionne à l'envers.

Aujourd'hui, il est important d'affirmer que la sortie de cette crise ne peut se faire sans un changement de paradigme qui doit toucher profondément ce qu'on appelle la « politique éducative », en particulier les typologies ou catégorisations qui sont à la base de ces « politiques ».

Dans cette communication,

nous postulons que, déjà à partir de la représentation que les acteurs étatiques se font de ce qui est « éducation » ou non, il y a des partis pris qui empêchent de prendre en compte les besoins de la majorité. Notamment parce que cela renforce le monopole éducatif que veulent détenir les institutions formelles, alors que c'est cela même qui a fini par isoler l'école officielle de la société sénégalaise. On parle volontiers d'Education Pour Tous, mais on ne fait presque rien pour **que l'école soit pour tous**. *L'Education pour tous ne se limite pas à la scolarisation*. Tous les acteurs de la construction d'un pays ont besoin d'accéder aux ressources éducatives; nos expériences nous ont montré qu'on pourrait y aider par le fait d'utiliser les situations vécues comme des situations d'apprentissage et ainsi rendre l'éducation à la fois plus rentable, plus dynamique

et plus attrayante. Il est ainsi important de valoriser la diversité des initiatives éducatives et de veiller à les accompagner vers plus de qualité, sans vouloir tout réduire à un modèle unique prétendument universel.

### LORSQUE NOS CATÉGORISATIONS NOUS ENFERMENT...

La gestion des processus éducatifs se fait communément sur la base de typologie permettant de classer et d'organiser différemment les différentes initiatives éducatives. *Or, la classification des types d'éducation répond souvent d'enjeux conceptuelles et pratiques assez aigus. Des distinctions sont facilement mises en avant pour faire le départ entre éducation formelle, non formelle et informelle, entre éducation « scolaire » et éducation alternative, entre éducation classique (ou*

#### Éducation formelle

Appelée également « scolaire », l'éducation formelle a pour cadre une organisation nationale relevant du domaine de l'État. Elle est dispensée dans des institutions dûment mandatées, par des professionnels (formés et rémunérés par l'État), selon un processus pédagogique prédéterminé (objectifs, contenus, méthodes et outils).

#### Éducation non formelle

Elle correspond à « toute activité éducative organisée en dehors du système d'éducation formel établi et destinée à servir des clientèles et à atteindre des objectifs d'instruction identifiables. »

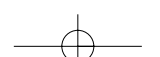
L'éducation non formelle est ainsi définie négativement par rapport à l'éducation formelle. Elle s'en distinguerait :

- par sa non appartenance au système éducatif officiel : éducation « extra-scolaire » ;
- par la spécificité du public et des objectifs visés : « éducation spécialisée ».

Elle engloberait donc toutes les initiatives organisées hors du système éducatif qui répondent aux besoins d'éducation et de formation de groupes spécifiques et qui pour cela mettent en œuvre un ensemble cohérent (programme) d'enseignements-apprentissages.

#### Éducation informelle

L'éducation informelle désigne pour sa part les pratiques éducatives et formatrices non structurées. Elle est indissociable de l'activité sociale, culturelle et économique de chacun. Elle est diffuse, non organisée et permanente. Elle constitue également un « réservoir » d'apprentissages dans lequel peuvent puiser les systèmes formels et non formels d'éducation.



d'élite ?) et éducation populaire.

Parlant des « écoles du troisième type », la littérature officielle reconnaît la nécessité pour le système de « s'efforcer de les accompagner, à défaut de les capturer » (extrait de plan national d'action de l'Éducation Pour Tous-Ministère de l'Éducation nationale (EPT-MEN, avril 2001). Il est vrai que le système officiel accepte difficilement sa marge ; la dépréciation systématique de tout ce qui n'est pas officiel parce non contrôlé, cache mal la volonté de capture du tout de l'éducation et des ressources (symboliques, matérielles, politiques, etc.) qui gravitent autour. Certains acteurs refusent la connotation de non-formel parce qu'elle est négative et non assignée et préfèrent parler d'éducation alternative, etc.

Néanmoins, pour une clarté du discours, nous vous proposons un aperçu du sens assigné à ces notions (formel, non formel, informel) à partir de la classification internationale type de l'Éducation de l'UNESCO et des travaux de Ali Hamadache (UNESCO, ED-93/WS/16, 46 pages).

Nous avons souvent besoin, pour organiser et gérer la réalité, de catégoriser les différents types d'activités des groupes humains, et de les encadrer avec des normes par rapport auxquelles ces activités sont dotées de statuts différents, les acteurs qui s'y activent ayant eux-mêmes des rôles distincts. Ce qui est donc tout à fait normal, tant la réalité est complexe.

Là où le bât blesse, c'est qu'en cours de route, nous en venons souvent à prendre pour des choses « en-soi » ce qui n'était finalement qu'une manière parmi d'autres de considérer les phénomènes. En effet, la différence entre éducation formelle,



non formelle est simplement **opératoire**, alors qu'elle a fini par être perçue et traitée comme procédant d'une différence **substantielle** entre les phénomènes considérés.

Lorsque nous disons qu'il faut prendre une certaine distance et relativiser ces « catégories », cela ne signifie pas que tous ces acteurs sont les mêmes, que l'éducation formelle est pareille à celle non formelle, etc., au contraire, ces différences sont reconnues et il s'agit ici d'en faire, non des obstacles ou des sujets de discrimination, mais des opportunités de mieux construire. Car enfin, si on se départit provisoirement de cet enfermement dans des catégories, que nous reste-t-il ? Un ensemble d'initiatives ayant pour but de doter chacun des individus et groupes de ce pays des ressources éducatives nécessaires à leur épanouissement en tant que citoyen et en tant qu'individu. Et chacune des initiatives éducatives en question est placée devant le même défi : celui de l'adéquation et surtout celui de la qualité. Et

ladite qualité ne s'apprécie pas seulement par rapport à des mesures et indicateurs internes au système, en référence à son propre langage. La qualité des actes et processus éducatifs est toujours à corrélérer directement avec les valeurs et les projets des sociétés, groupes ou individus considérés ; et elle doit rester en constante perspective par rapport aux enjeux économiques, sociaux ou politiques et surtout en rapport avec la lutte contre la pauvreté. Or de ce point de vue, on ne peut considérer, ici comme ailleurs, que l'une quelconque des formes d'éducation a des leçons à donner en ce sens qu'elle offrirait le visage d'une réussite complète par rapport aux facteurs ci-dessus énumérés. Le caractère « formel » d'une initiative ne garantit pas la qualité, sa nature « non formelle » ne l'exclut pas. On gagnerait à considérer que l'ensemble des acteurs impliqués et concernés sont en constante recherche-action...

Il sied donc de mettre l'accent sur l'essentiel comme objectif



commun, et de s'assurer que la conception que nous avons de l'éducation ne soit en elle-même un obstacle à la mobilisation de nos forces : donc pour une conception ouverte et « généreuse » de l'éducation et de la formation.

### **POUR UNE CONCEPTION GÉNÉREUSE DE L'ÉDUCATION...**

A ce niveau également, nous sommes obligés de nous départir des cloisons traditionnelles entre Education et formation. Si l'éducation met plus l'accent sur l'instruction, la culture générale, le savoir être et le savoir devenir, si la formation met plus l'accent sur les compétences, ces évidences sont en train de se déconstruire petit à petit. En effet, l'éducation est au défi de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes tandis que le milieu de travail est perçu de plus en plus comme un cadre d'acquisition de connaissances utiles, de valeurs, donc forme aussi la personnalité de l'individu.

Accepter cela, c'est aussi une manière de valoriser tous ces acteurs souvent perçus comme « incompetents » dans la chose éducative ou insuffisamment valorisés : maîtres artisans, moniteurs d'alphabétisation, maîtres coraniques, etc.

Une conception généreuse de l'éducation, c'est aussi démystifier la primauté du technique, c'est-à-dire de la pédagogie et de ses batteries, de la spécialisation. L'éducation et la formation sont des choses trop sérieuses pour qu'on les laisse aux mains de n'importe qui. Certes, mais les lieux, les manières et les acteurs compétents ne se réduisent pas aux « professionnels » de la chose.

### **...DÉPASSER NOS FRONTIÈRES CONCEPTUELLES.**

#### **AU-DELÀ DE « L'ALTERNATIF »**

Il est clair que le concept d'alternatif peut être utilisé pour qualifier des pratiques fort diverses où certaines n'ont rien d'alternatif, qui ne sont au mieux que parallèles. L'éducation alternative ne s'épuise pas dans ce qu'on appelle les « modèles alternatifs », en marge du système conventionnel, constituant une sorte de laboratoire des stratégies et pratiques éducatives dont la valorisation des résultats reste un impensé.

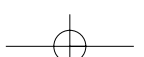
Alternatif renvoie à « une autre chose, une autre possibilité » ; l'éducation alternative, ce n'est pas simplement « l'autre école ou l'autre modèle » : elle ne se pose pas en s'opposant à l'éducation formelle puisqu'elle satisfait des besoins sociaux et se fonde sur la réappropriation de la fonction éducative par l'ensemble des acteurs concernés et impliqués. Les alternatives que nous recherchons n'ont pas comme horizon un simple modèle, comme si le modèle dit « formel » était lui-même figé, et qu'il n'avait et n'aura jamais la volonté et les moyens d'évoluer, de se transformer pour être adéquat à son objet. Le contexte du monde globalisé met tous les systèmes éducatifs devant le défi de se réadapter, de favoriser des démarches alternatives en s'appuyant sur des dynamiques internes comme externes.

#### **L'ÉPT SERA FORCÉMENT « POPULAIRE » OU NE SERA PAS...**

Le vocable « populaire » est également assez négativement connoté chez certains ; on y voit

toute une charge de démagogie et de confusion des genres... Ce que font les acteurs dits « populaires » ne semble décidément pas avoir la dignité d'éducation ou de formation, si l'on considère toute la complexité de l'acte éducatif. Dans l'éducation dite populaire, comprise dans son versant d'éducation traditionnelle donnée par la parenté au sens large, les pratiques éducatives, bien que rarement écrites, sont pourtant parfaitement formalisées. La validation est sociale et les capacités s'acquièrent progressivement au contact des adultes dans le cadre des activités économiques, culturelles et sociales. De même, toute une frange des jeunes sénégalais acquiert des compétences professionnelles avérées mais aussi des valeurs et éthique de travail, que l'on classe dans le vocable souvent méprisant d'« apprentissage » informel, certes, mais qui est pour longtemps encore la seule soupape pour des milliers de jeunes, « oubliés » ou « recalés » par nos plans et nos statistiques – qui se donnent toujours de nouvelles échéances après constat de leurs échecs. Il faut valoriser dans l'ici et le maintenant, les chances qu'ils se donnent d'être au rendez-vous de la dignité économique, politique, sociale et symbolique. La stabilité et le développement de notre pays sont à ce prix.

Au-delà, devant l'ampleur et le profond enracinement des mécanismes qui génèrent la pauvreté dans le pays en développement, un système éducatif national qui n'est pas tendu vers la satisfaction des besoins de acteurs les plus démunis et les plus défavorisés risque de n'être que l'instrument d'une reproduction sociale à l'identique (avec toutes les inégalités et les exclusions qui en sont le corollaire). Les



politiques d'alphabétisation, tout comme la notion d'éducation pour tous, n'ont d'autre origine que la conscience de l'exclusion d'une large frange d'acteurs populaires des ressources éducatives et la volonté de passer ce cap.

Si on regarde bien ce qui se passe dans l'école sénégalaise, on y retrouve bien une volonté de réformer et de refonder l'éducation et la formation dans ses fondamentaux, ses approches, ses outils, ses contenus, etc. On ne peut également y nier un effort de décloisonnement et de rapprochement de l'école et de la société, même si elle a toujours été enfermée et « piégée » dans des représentations inadéquates sur le « statut » des différents types d'éducation (voir plus haut). L'effort d'innovation et de créativité nous concerne tous. Si nous n'avancions pas encore comme nous le souhaitons, il est sûr que ce n'est pas par un défaut de technicité ou de professionnalisme seulement. Nous sommes au défi de réinventer l'acte éducatif par nous-mêmes et pour nous-mêmes, afin qu'en lui donnant un surcroît de sens, nous augmentions nos chances de répondre aux défis de l'époque.

Il est important pour cela que nous reconsidérons les manières de voir et d'apprécier les différents efforts des acteurs nationaux et non nationaux pour donner à chacun sa chance et son droit de s'en sortir.

De nouvelles postures sont en train d'être imaginées pour chaque type d'acteur. L'État n'est pas seulement responsable des initiatives éducatives dont il est l'opérateur. Dans le principe, il est compétent, non seulement pour la régulation d'ensemble, mais aussi pour accompagner et renforcer toutes autres initiatives (qu'elles viennent des ONG, organisations religieuses, organisations socioprofessionnelles, ou des populations elles-mêmes...). Pour cela les acteurs étatiques devraient considérer avec plus de générosité et moins de condescendance, les expérimentations menées de-ci de-là par une multitude de partenaires et de citoyens engagés. Réguler et organiser le cadre global d'évolution, être le garant de la qualité, non pas en simple « gendarme », mais aussi et surtout en modérateur, en stimulateur, en facilitateur.

Les acteurs de la « société civile » (qui consentent d'énormes efforts pour cette cause noble qu'est le droit à une éducation de qualité) doivent aussi s'efforcer de ne pas considérer l'école officielle que pour ce qu'elle était hier : une école importée et assez décalée par rapport aux valeurs locales, aux réalités sociales, aux exigences du monde du travail, etc.

Ces connections établies sur de bonnes bases, sources de relations de confiance, sont l'un des piliers d'un « partenariat efficace », l'un des principes directeurs du Plan décennal de l'éducation et de la formation (PDEF)<sup>2</sup>. Les gains seront alors immenses pour ce pays en termes d'efficacité, d'efficience, d'adéquation avec la demande, etc.

### LE CNEAP, UNE CONTRIBUTION À LA CONSOLIDATION DE POLITIQUES ÉDUCATIVES INCLUSIVES

Tout ce qui précède tend à montrer la pertinence du choix de mobiliser les acteurs dans cette structure transversale qu'est le CNEAP, pour favoriser une meilleure rationalisation de l'énorme quantité et qualité des efforts et ressources mis en branle par l'ensemble des acteurs concernés par l'EPT.

C'est pour cela que nous avons affirmé que : « *Notre vision est celle d'une éducation de qualité pour tous, dans laquelle les diverses contributions des différents acteurs (États, ONG, organisations communautaires de base, élus locaux, organismes d'appui, syndicats d'enseignants, parents d'élèves, etc.) se mettent en synergie et se complètent pour asseoir des politiques durables pour répondre aux besoins éducatifs des communautés du Sénégal* »



Notre collectif vise à s'appuyer sur tous les processus existant comme autant de leviers pour favoriser la concertation et une régulation plus ouverte, par le biais de la mise en réseau des savoirs, des pratiques, et des acteurs. Nous postulons que cette mise en réseau et cette « connexion », au sens informatique du terme, entre divers acteurs traditionnellement cloisonnés (et qui ont souvent une connaissance insuffisante » ou de fausses représentations de ce que font les autres) est déjà en soi un moyen de structurer fortement l'environnement dans lequel se développent les stratégies et politiques éducatives, qui dans leur mise en œuvre dépassent de fait les actions conduites et/ou contrôlées par l'État. Pour cela, une visibilité croissante doit être développée pour les initiatives les moins connues, un examen critique des pratiques doit également permettre de les rationaliser ou de s'entendre sur une régulation réellement efficace. Ce qui explique que le CNEAP, dans ses modalités d'action, mette l'accent sur l'appui à la capitalisation, les échanges, le dialogue social et politique.

**Au total, on peut retenir que le CNEAP vient apporter un plus dans l'un des axes sur lesquels repose la stratégie EPT, à savoir la promotion d'une large participation et d'une mobilisation entière de toutes les forces vives d'une nation. Ce faisant, tout en promouvant la diversité et l'autonomie, nous pensons œuvrer à l'émergence d'un système éducatif, non pas dualiste, mais intégrateur.**

Il faut valoriser les initiatives prises par les populations pour tirer profit de toutes les situations sociales comme situations d'apprentissage. Il est également néces-



saire de favoriser la reconnaissance et la validation des compétences ainsi acquises. Les recherches actions menées pour développer des manières de faire et des « modèles » en rupture avec l'existant, qui a largement montré ses limites. Néanmoins, le piège ultime pour la durabilité et l'efficacité de ces initiatives consisterait à accepter de s'enfermer dans une marge et d'abandonner par-là l'ambition de refonder le système global pour le rendre plus adéquat aux besoins.

Partant, la logique promue par le CNEAP inclut une attitude critique par rapport au système éducatif tel qu'il est actuellement configuré, du fait que ce dernier traîne encore des « tares de naissance » qui le rendent inapte à prendre en charge les besoins de la majorité des citoyens. Pour autant, il ne s'agit pas d'une démarche fondée sur l'opposition systématique ou la marginalité. Au contraire, ce qui est recherché, c'est l'ajuste-

ment des cadres juridiques et institutionnels, à travers un dialogue associant tous les acteurs, de façon à participer à la construction d'un système éducatif inclusif, au profit du plus grand nombre. Ceci est une importante contribution lorsqu'il s'agit de bâtir une société dans laquelle les différentes composantes se reconnaissent des référents compatibles, ce qui est gage de paix et de développement.

**Moussa Mbaye**

**Coordinateur du Collectif national de l'éducation alternative et populaire (CNEAP)**

[Moussa.mbaye@gmail.com](mailto:Moussa.mbaye@gmail.com)

- 1 Cet article reprend largement éléments d'une communication présentée à l'occasion du lancement du Collectif national de l'éducation alternative et populaire (CNEAP), qui regroupe une centaine d'organisations et associations oeuvrant dans ce domaine au Sénégal.
- 2 Il s'agit d'un plan global qui oriente le développement du secteur éducatif au Sénégal pour la période 2000 -2010